



## Vallourec : nouvelles annonces de suppressions de capacités de production et d'emplois. Avec la bénédiction de l'Etat actionnaire ?

En comité de groupe du 28 février dernier, la direction de Vallourec a fait de nouvelles annonces de désengagement en France, qui s'ajoutent à la cession en cours des sites de Cosne sur Loire et Tarbes :

- Projet de fermeture de la ligne « tubes pour chaudières » à St Saulve (valenciennois) : 164 emplois.
- Projet de cession de l'unité « Fittings » (tubes coudés) à Maubeuge : 80 emplois.
- Projet de cession du site de La Charité sur Loire (Vallourec Bearing Tubes) : 17 emplois.

Ces nouvelles annonces sont inacceptables ! St Saulve a déjà été impacté en 2016 par la fermeture du laminoir, puis par le désengagement de Vallourec sur l'aciérie, laquelle est mise en sursis d'ici la fin de l'année et en phase de recherche de repreneur.

La CGT l'avait dénoncé en 2016, avec un rapport édifiant de l'expert du comité central d'entreprise. Se désengager du laminoir puis de l'aciérie mettrait en péril le reste des activités (les tuberiers notamment), de par une désorganisation industrielle.

La direction de Vallourec argumente ces nouvelles annonces sur un affaiblissement du marché. En réalité, ce sont les routes industrielles et logistiques mises en place entre l'Allemagne et la France notamment, depuis la fermeture du laminoir et le désengagement au niveau de l'aciérie qui créent le désordre. Il faut d'urgence revenir en arrière sur ces inepties en termes de logique industrielle, sécuriser l'aciérie de St Saulve et stopper ces projets de fermetures de nouvelles capacités à la tuberie.

Ces annonces tombent, en outre, quelques jours après les annonces du groupe sur les résultats de l'année 2017, révélant une hausse du chiffre d'affaires de 26,5% par rapport à 2016 et un résultat brut d'exploitation à l'équilibre. La quasi-totalité des productions affichent une hausse, y compris l'activité « pétrole et gaz ».

L'Etat, sous la houlette à l'époque d'Emmanuel Macron, a renfloué le capital de Vallourec en injectant 219 millions d'euros via la BPI, poussant sa part au capital du groupe à 16,5%. Au total, l'Etat aura, ces dernières années, injecté plus de 650 millions d'euros dans le capital du groupe, auxquels on peut rajouter des dizaines de millions d'euros, ces trois dernières années, au titre du crédit impôt recherche et du CICE !

Les salariés, la population du bassin valenciennois, mais aussi le contribuable, peuvent donc s'interroger très clairement sur le rôle de l'Etat dans les décisions stratégiques du groupe ces dernières années, sachant par ailleurs les prises de participation de celui-ci ... en Chine par exemple, juste après la recapitalisation !

Pour la CGT, la stratégie opérée par le groupe met en péril, par effet domino, l'ensemble des activités Vallourec du bassin Nord de la France, soit 1700 emplois directs au total, mais aussi l'ensemble de l'activité sur le territoire français (près 4000 emplois directs en jeu). Le groupe affiche d'ailleurs publiquement sa stratégie dans sa communication des résultats : « ... des capacités globales redéployées, avec un transfert de l'Europe vers l'Asie et les Amériques ... »

Le groupe Vallourec opère dans le domaine de l'énergie. Si la CGT dénonce depuis des années un manque de diversification dans ses activités, il n'est pas trop tard pour revoir la stratégie et relancer les investissements pour consolider les actifs en France, berceau historique du groupe. La décision de l'Etat de développer les énergies nouvelles renouvelables, mais aussi la relance des marchés de la grosse mécanique, du BTP ou du bâtiment sont autant de débouchés importants pour nos entités françaises. Pour pouvoir répondre à ces marchés, les choix stratégiques du groupe doivent être revus.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie apporte son total soutien aux salariés de Vallourec St Saulve, en grève depuis ces annonces. Elle appelle l'ensemble des salariés de Vallourec dans le pays à s'engager massivement dans la journée d'action nationale programmée dans la filière sidérurgie/métallurgie le 15 mars prochain. Une manifestation aura notamment lieu à Valenciennes, où les salariés de St Saulve et d'Aulnoye Aymeries pourront exprimer leur ras-le-bol et leurs revendications, aux côtés d'autres sidérurgistes et métallos confrontés aux mêmes travers.

La FTM-CGT, accompagnée de représentants des syndicats de Vallourec, sera reçue à Bercy, par le CIRI, le 8 mars. L'occasion de mettre les choses au point et de réclamer l'intervention de l'Etat actionnaire pour bloquer ces nouvelles annonces du groupe et repenser totalement la stratégie.

Montreuil, le 5 mars 2018.